

CONCOURS EXTERNE POUR L'EMPLOI D'INSPECTEUR STAGIAIRE  
DU TRÉSOR PUBLIC

---

ANNÉE 2003

---

**ÉPREUVE N° 3 A OPTION**

*Durée : 3 heures - Coefficient : 5*

---

**Composition sur un ou plusieurs sujets donnés et/ou un cas pratique  
d'ÉCONOMIE (page 2)**

**OU**

**Composition sur un ou plusieurs sujets donnés et/ou un cas pratique  
de DROIT PRIVÉ (page 3)**

**OU**

**Composition sur un ou plusieurs sujets donnés et/ou un cas pratique  
de DROIT PUBLIC (page 4)**

---

*Toute note inférieure à 6/20 est éliminatoire.*

*Le candidat traitera celui des trois sujets ci-après qui correspond à l'option qu'il a choisie lors de son inscription au concours : CE CHOIX NE PEUT PAS ÊTRE MODIFIÉ.*

*TRÈS IMPORTANT : Sous peine d'annulation de leur copie, les candidats ne doivent porter aucun signe distinctif (nom, prénom, lieu, etc.) sur la partie réservée à la rédaction.*

**Tournez la page S.V.P.**

## ÉCONOMIE

*Les candidats sont autorisés à utiliser des calculatrices électroniques à fonctionnement autonome, sans imprimante, à entrée unique par clavier.*

*L'utilisation de tout document est interdite.*

**Les deux sujets doivent être traités.**

### **1er SUJET**

Quels peuvent être les modes de régulation des marchés financiers ?

### **2ème SUJET**

Soit une économie nationale pour laquelle on dispose des informations suivantes, en milliards d'euros, pour une année donnée :

- Exportations (X) : 1 425
- Importations (M) : 1 407
- Revenus des facteurs reçus du reste du monde : 238
- Revenus des facteurs versés au reste du monde : 250
- PIB : 6 113
- Consommation finale (CF) : 4 785
- Formation brute de capital fixe (FBCF) : 1 270
- Variation de stocks ( $\Delta St$ ) : 40
- Subventions reçues du reste du monde : 35 (subventions sur les produits et subventions d'exploitation)
- Impôts sur la production et les importations versés au reste du monde : 60
- Autres transferts courants reçus du reste du monde : 109
- Autres transferts courants versés au reste du monde : 97
- Epargne brute (S) : 1 303
- Transferts en capital reçus du reste du monde : 2
- Transferts en capital versés au reste du monde : 6

**A partir des informations ci-dessus, calculer :**

- le revenu national brut (RNB)
- le revenu national disponible brut (RNDB)
- le revenu net reçu du reste du monde ( $RN_{RDM}$ )
- la dépense intérieure brute (DIB)
- la capacité ou le besoin de financement de la Nation.

## **DROIT PRIVÉ**

*L'utilisation de tout document (Code Civil, Code de Procédure Civile, etc...) est interdite.*

**Les deux sujets doivent être traités.**

### **1er SUJET**

Le dénouement du procès, élaboration, classification et effets des jugements.

### **2ème SUJET**

Madame Danielle, volontairement séparée de fait de son mari Vincent, vous consulte pour savoir comment obtenir de celui-ci le paiement d'une contribution aux charges du mariage.

Elle vous précise qu'elle vit avec un dénommé Gérard, depuis 30 ans, et qu'elle n'est pas disposée à reprendre la vie commune avec Vincent.

Son mari n'a jamais quitté le domicile conjugal, ni n'en a refusé l'accès à Danielle.

Vous démontrerez dans votre réponse les incidences de la séparation de fait sur l'obligation aux charges du mariage et les conséquences éventuelles de la faculté, pour les époux, d'avoir un domicile distinct sur l'obligation de communauté de vie.

**Tournez la page S.V.P.**

## DROIT PUBLIC

*L'utilisation de tout code ou document est interdite.*

**Les deux sujets doivent être traités.**

### **1er SUJET**

L'expropriation pour cause d'utilité publique.

### **2ème SUJET**

Commentez la décision suivante du Tribunal des conflits :

**Tribunal des conflits - 22 octobre 2001**

MM. Genevois, rapp. ; Duplat, c. du g. ; M<sup>e</sup> Foussard, av.

Aff : M. Cabanel c/ Recteur de L'académie de Grenoble - Req. n° 3271

**DÉCISION**

Vu, enregistrée à son secrétariat le 4 avril 2001, la lettre par laquelle le garde des Sceaux, ministre de la justice, a transmis au tribunal le dossier de la procédure opposant M. Cabanel au recteur de l'académie de Grenoble devant le conseil de prud'hommes de Grenoble; Vu le déclinatoire présenté le 14 octobre 1999 par le préfet de l'Isère, tendant à voir déclarer la juridiction de l'ordre judiciaire incompétente par les motifs que M. Cabanel ayant été embauché en qualité de vacataire par le recteur de l'académie de Grenoble, l'autorité judiciaire ne saurait, sans enfreindre le principe de séparation des autorités administratives et judiciaires, connaître de l'action en responsabilité que l'intéressé a dirigée contre l'État dès lors qu'il est de jurisprudence que les personnels non statutaires travaillant pour le compte d'un service public administratif sont des agents contractuels de droit public, quel que soit leur emploi ;

Vu le jugement du 15 février 2000 par lequel le conseil de prud'hommes de Grenoble a rejeté le déclinatoire de compétence au motif qu'aucun contrat n'ayant été établi entre le rectorat et M. Cabanel pouvant laisser supposer que ce dernier était vacataire, il devait en conséquence être considéré comme un intermittent du spectacle ;

Vu l'arrêt du 8 mars 2000 par lequel le préfet a élevé le conflit ;

Vu l'arrêt de la cour d'appel de Grenoble du 26 mars 2001 constatant le désistement de l'appel que le recteur de l'académie de Grenoble avait formé à l'encontre du jugement du conseil de prud'hommes du 15 février 2000 ;

Vu, enregistré le 27 avril 2001, le mémoire présenté par le ministre de l'Éducation nationale, tendant à la confirmation de l'arrêt de conflit par les motifs que le concours que M. Cabanel a apporté aux enseignements artistiques dans le cadre des dispositions de l'article 7 de la loi n° 88-20 du 6 janvier 1988 et de l'article 4 du décret n° 88-709 du 6 mai 1988 n'est pas assimilable à des activités exercées par un intermittent du spectacle ; que, dans l'exercice d'une mission de service public administratif, l'intéressé avait la qualité d'agent contractuel de droit public ;

Vu, enregistré le 28 juin 2001, le mémoire présenté pour M. Cabanel tendant à l'annulation de l'arrêt de conflit au motif, à titre principal, qu'en vertu du dernier alinéa de l'article L. 351-12 du Code du travail ressortissent à la compétence des juridictions judiciaires « les litiges résultant de l'adhésion au régime prévu à l'article L. 351-4 », c'est-à-dire du régime d'assurance chômage ; que, subsidiairement, la compétence judiciaire se justifie par la double circonstance que le rectorat de l'académie de Grenoble a adhéré aux Assedic et que l'activité déployée par l'exposant relevait du domaine du spectacle ;

Considérant que, sauf dispositions législatives contraires, les personnels non statutaires travaillant pour le compte d'une personne publique gérant un service public administratif sont soumis à un régime de droit public, quel que soit leur emploi ;

Considérant que si le dernier alinéa de l'article L. 351-12 du Code du travail énonce que relèvent des tribunaux judiciaires les litiges résultant de l'« adhésion » des employeurs au régime d'assurance chômage, cette disposition ne concerne que les litiges susceptibles de s'élever entre l'employeur et les organismes gestionnaires de ce régime et n'a pas pour effet de soumettre à la compétence judiciaire un différend qui oppose un agent public non titulaire à l'État, une collectivité territoriale ou un établissement public administratif au sujet de la possibilité pour cet agent de revendiquer le bénéfice de l'allocation d'assurance chômage sur le fondement du 1° ou du 2° de l'article L. 351-12 du Code du travail, quand bien même l'employeur a adhéré au régime d'assurance chômage ou serait tenu d'y adhérer ;

Considérant que M. Cabanel a été recruté par le recteur de l'académie de Grenoble non pour effectuer au sein d'établissements d'enseignement du second degré des prestations d'artiste du spectacle de la nature de celles visées à l'article L. 762-1 du Code du travail, mais pour apporter son concours, dans le cadre des dispositions de l'article 7 de la loi n° 88-20 du 6 janvier 1988 et du décret n° 88-709 du 6 mai 1988, aux enseignements artistiques de ces établissements sous la forme de la réalisation de chansons par les élèves d'une

**Tournez la page S.V.P.**

classe ; que l'intéressé, au titre de sa participation à une mission de service public administratif géré par une collectivité publique, était soumis à un régime de droit public ; qu'il en va ainsi, alors même qu'est en cause l'application des dispositions législatives ouvrant droit aux agents non fonctionnaires de l'État et de ses établissements publics administratifs le bénéfice de l'allocation d'assurance chômage ;

Considérant qu'il suit de là qu'il n'appartient qu'à la juridiction administrative de connaître du litige qui oppose M. Cabanel à l'État au titre du règlement des charges salariales consécutives selon lui au concours qu'il a apporté tant au lycée Pravaz de Beauvoisin qu'au collège François-Truffaut de L'Isle-d'Abeau ; qu'ainsi c'est à bon droit que le préfet de l'Isère a élevé le conflit ;

Décide:

Art. 1<sup>er</sup> : L'arrêté de conflit pris le 8 mars 2000 par le préfet de l'Isère est confirmé.

Art. 2 : Sont déclarés nuls et nonavenus la procédure engagée par M. Cabanel devant le conseil de prud'hommes de Grenoble et le jugement de cette juridiction en date du 15 février 2000.